

**LE JOUR, 1948**  
**01 AVRIL 1948**

## **GEOGRAPHIE ECONOMIQUE SYRIENNE**

La Syrie comptait il y a environ un an 3 millions d'habitants. C'est peu pour son vaste territoire. Et c'est un sujet d'étonnement qu'à travers des millénaires de civilisation plus d'hommes et de cités ne se soient pas fixés sur son sol. Les résultats du dernier recensement (qui est de 1947) n'ont jamais été publiés. Il faut supposer que, techniquement, ils n'ont pas paru satisfaisants. (L'opération n'a peut-être pas été convenablement menée).

La superficie du territoire syrien est d'environ 160,000 kilomètres carrés. Cela fait à peu près en moyenne, vingt habitants au kilomètre carré. La population de la Syrie est répartie de la façon suivante : un million, en chiffres ronds, pour les gouvernements de Damas, Homs et Hamah réunis, un million pour le gouvernement d'Alep, un demi-million pour le gouvernement des Alaouites, quatre cent mille pour la Djezireh et l'Euphrate ensemble, deux cent mille pour le Hauran et le djebel Druze ensemble. Ces chiffres, approximatifs mais largement comptés, porteraient le total à 3.100.000 habitants (trois millions cent mille) en ce moment.

Sur ce total, il faut attribuer deux tiers aux Sunnites et un tiers aux autres communautés. Parmi les Sunnites figurent, bien entendu, les Kurdes, les Tcherkesses et les nomades des tribus ; ensemble un demi-million au moins.

Ce rapide tableau de la situation démographique de la Syrie est plein d'enseignements et ce n'est pas par hasard que nous le donnons ce matin. Il montre clairement que la politique générale de la Syrie et que sa politique économique ne peut pas ignorer l'élément humain dont le pays est fait. Et les nécessités économiques syriennes pourraient être assez différentes de ce que l'on croit.

Il est notoire que la Syrie a un pouvoir de consommation relativement très réduit. Le meilleur moyen d'augmenter le pouvoir d'achat, c'est de faire progresser la terre et avec la terre la condition sociale du paysan. Les industriels syriennes, comme les Libanaises, ne peuvent pas prétendre conquérir les marchés extérieurs les choses étant ce qu'elles sont (et le monde étant ce qu'il est), il faut qu'en Syrie la population augmente et que la vie paysanne s'élève. Cela suppose peut-être un autre plan de travail, un autre programme d'action. (La Syrie n'a pas d'hinterland susceptible de lui acheter des produits industriels).

Le Liban a évidemment tout intérêt à voir le pouvoir d'achat en Syrie atteindre un autre palier ; mais il lui convient aussi que la Syrie se donne socialement une forte structure. Là où le social n'est pas bien assis, le politique est toujours précaire et menacé.

Des données et des chiffres que nous venons de rappeler le lecteur tirera les conclusions qui lui paraîtront raisonnables. Sans préjuger de ce que chacun pensera, nous croyons

pouvoir affirmer qu'en faveur de la Syrie de demain, beaucoup de modération s'impose à la Syrie d'aujourd'hui.

Et les temps sont tels qu'ils invitent à la mesure et à la prudence.